

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 299

Rubrik: Annexe de l'éditorial

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une « crise » bien utile

La « crise » est partout. Et partout le patronat et la droite tentent d'exploiter les tensions sur le marché du travail (voir le tableau ci-contre, inspiré d'un travail paru dans la NZ du 14.12.1974) pour ralentir le progrès social et faire peser sur les travailleurs le poids d'une certaine morosité économique (voir en page 1).

Particulièrement significative est la réaction de la Société pour le développement de l'économie suisse (SDES, numéro 49/1974) aux déclarations de l'Union syndicale suisse qui s'opposait à une politique économique et salariale visant à « plonger l'économie intérieure dans une crise qui trouverait son origine en Suisse même ».

Tout l'arsenal des arguments droitiers

Tout y est ! De la légère inquiétude (pas trop, pour ne pas décourager la consommation !) à l'appel au réalisme (patronal bien sûr...) :

« Même si l'on est encore loin de considérer la situation comme alarmante, on ne peut ignorer que notre appareil économique *ne tourne plus aussi rond que naguère encore*.

» Les revendications présentées aux entreprises doivent s'adapter à ces circonstances totalement nouvelles. Le fait est que de nombreuses entreprises éprouvent des difficultés à financer la compensation intégrale du renchérissement, sans parler d'augmentations de salaires comparables à celles de ces dernières années.

« Pas de gaîté de cœur » !

» Ce n'est pas de gaîté de cœur que les entreprises ont à mener une politique salariale restrictive; mais dans bien des cas, c'est la situation concrète qui les y contraint à moins de mettre en cause le *maintien de l'exploitation* et la sécurité de l'emploi.

» Il serait vain de nier les *réalités économiques* et de vouloir ignorer qu'en acceptant les revendications actuelles dans une mesure identique à celle qui a prévalu jusqu'ici, les coûts de fabrication augmenteraient dans une beaucoup plus forte proportion que la croissance réelle, qui est en baisse, et la transformation profonde des structures s'en trouverait accélérée à un rythme excessif. Elle

aboutirait à des situations infiniment plus pénibles à supporter qu'une évolution plus mesurée dans les domaines des salaires et des prestations sociales.

» La sécurité de l'emploi sera assurée dans des conditions d'autant meilleures que les efforts de stabilisation auront été couronnés de succès. »

DES CHOMEURS PARTOUT

Pays	Chômeurs	En % des travailleurs	Recul de l'emploi	Points noirs
RFA	Prévisions pour novembre : 800 000	3,7 %	Industrie : — 12 % Construction : — 25 %	Départ de 160 000 étrangers dès janvier — Disparition de plus de 100 000 places de travail « marginales ».
France	Officiellement : seulement 160 000 bénéficiaires d'allocations (650 000 pers. cherchent du travail)	1 %	Pas de statistiques récentes	90 000 jeunes à la recherche de leur premier emploi — la gauche et les syndicats dénombrent 800 000 à 900 000 chômeurs effectifs.
Italie	1 110 000 début décembre	8,5 %	Pas de données.	Travailleurs étrangers renvoyés.
Etats-Unis	4,6 millions en décembre	6,5 %	Pas de détails	—
Suisse	618 fin novembre	0,022 %	D'après les stat. de l'emploi (— 0,7 % de juin 1973 à juin 1974), en gros 18 000 postes de travail en moins	Départs massifs de travailleurs étrangers — Vieillesse de la population.
Suède	76 000 en décembre	2,2 %	—	Congédiements en vue : 16 600 En cours de recyclage : 43 200 Pensions partielles : 14 400
Grande-Bretagne	700 000 en novembre	—	—	—